

---

# LE POINT DU JOUR,

OU

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille à  
l'Assemblée Nationale.*

N<sup>o</sup>. CXXXIX.

---

*Du Vendredi 20 Novembre 1789.*

*Suite de la séance du mercredi.*

**C**HOISIRA-T-ON les députés à l'assemblée nationale parmi les éligibles du département, ou pourra-t-on les choisir parmi les éligibles de tous les départemens du royaume ?

Suivant le comité on pouvoit, choisir par-tout. La confiance est la base qu'il avoit adoptée ; & le principe que chaque député est le représentant de la nation, & non d'un département, sembloit fortifier cette opinion du comité.

Selon plusieurs membres, l'opinion de M. d'Ambli devoit rassurer chaque partie du royaume sur le choix de ses représentans, en exigeant qu'ils fussent choisis dans les lieux mêmes ; » autrement, disoit M. d'Ambli, les gens de la cour & les intrigans se feront nommer & viendront manœuvrer dans tous les départemens.

Les débats se sont ouverts sur cette question.

M. Reubell a dit qu'on a voulu détruire l'esprit de province en divisant la France en quatre-vingt départemens, puisqu'on les isole sur le choix exclusif des députés, & qu'on n'aura plus des représentans de la nation, mais des députés de département ou de province.

M. Loys soutenoit, au contraire, qu'il devoit y avoir dans l'assemblée nationale des représentans de chaque pro-

*Tome IV.*

T



vince. « Notre régénération , disoit-il , ne changera rien au fonds des mœurs ; les hommes seront toujours les mêmes , intrigans , intéressés , comme ils l'ont été depuis *Adam*. »

M. Loys remontoit sans doute un peu haut , mais il revenoit à son sujet , en disant que si toutes les députations ressembloient à celles de 1789 , & qu'il fallût passer par les mêmes épreuves , on seroit *peu friand* de ces sortes d'honneurs. Il ajoutoit que , l'ordre étant rétabli , tous les citoyens ambitionnant l'honneur d'être membres des assemblées nationales , il faudra lutter contre l'esprit de la capitale & de la cour , & qu'il n'y aura plus que des seigneurs , des prélats & des courtisans , si l'on n'oblige pas à nommer des citoyens domiciliés dans chaque département.

M. Malés a demandé que la discussion fût fermée : on ne fait pas pour quel motif , car il a très-bien parlé sur cette question un moment après ; & M. Gossin , qui a prouvé qu'elle étoit trop importante pour en arrêter sitôt les débats , n'a pu empêcher l'assemblée de déclarer qu'elle étoit fermée. Alors M. Cristin a proposé , pour amendement aux deux motions , que les deux tiers des députés à l'assemblée nationale fussent élus dans le département , l'autre tiers livré à la libre confiance.

« Les citoyens du département auront toujours un grand avantage sur les étrangers , disoit M. de Crillon. J'honore trop mes concitoyens , pour croire qu'un intrigant ou un homme de cour puisse l'emporter sur des hommes connus & estimés dans la province ; mais la confiance publique est la seule base des élections des députés à L'ASSEMBLÉE NATIONALE. L'intérêt du royaume est que cette députation soit le prix des talens , des vertus & des sacrifices. »

M. Malais voyoit la question sous un rapport politique , en concentrant les élections dans les départemens ; il vouloit faire refluer les riches de la capitale & les hommes de la cour dans les provinces , sous l'espérance des élections ; ainsi il attachoit leur éligibilité à leur résidence dans les départemens & dans les campagnes.

» Autrement , disoit-il , il arrivera ce que vous



avez vu dans les dernières élections. Au moment où elles seront annoncées, vous verrez partir de la cour & de la capitale un essaim de seigneurs, d'abbés de cour & d'intriguans de tous les genres; vous verrez venir de tous côtés, ce que nous appellions cette année, en terme vulgaire, des *coureurs de bailliages*; vous n'aurez pas toujours un bon roi, un roi citoyen, comme vous l'avez aujourd'hui, ni des ministres patriotes. Nos successeurs auront peut-être des Rois méchans, & des ministres plus pervers que leurs maîtres; ils s'occuperont d'altérer la constitution, & pour y parvenir, ils se serviront de votre décret pour composer l'*Assemblée nationale* d'hommes dévoués à leurs passions & à leurs projets; le gouvernement cherchera, par les places & les faveurs, à séduire les électeurs & à chercher des éligibles qui puissent favoriser le despotisme, & on le verra alors renaître avec l'aristocratie, qui sera plus terrible & plus insolente que jamais. »

» Je crois être aussi grand ennemi de l'aristocratie & du despotisme que le préopinant, a dit M. le duc de la Rochefoucauld; mais je ne partage pas son effroi. Il vous a parlé d'un pays voisin où l'intrigue & la corruption se mêlent à toutes les élections; mais ce qui arrive dans la Grande-Bretagne n'arrivera pas chez nous, parce qu'en Angleterre la représentation est mal établie: car sur environ onze millions d'individus, il y en a à peine six mille qui y coopèrent; mais chez nous les administrations provinciales feront connoître les bons citoyens. N'avez-vous pas d'ailleurs établi le grand principe, que les députés sont les représentans du royaume? Si vous l'abandonnez, vous aurez à l'Assemblée nationale une collection d'intérêts particuliers qui se réuniroient difficilement. »

C'est le même principe que réclamoit M. de Mirabeau, & qu'il disoit avoir été si souvent & si heureusement invoqué dans la révolution actuelle. » Il ne doit y avoir, disoit-il, d'autre base que la confiance pour les élections des députés à l'Assemblée nationale. Pouvez-vous imposer des loix au sentiment de vos commettans? Il faut distin-



guer l'administration de la représentation ; pour la première, il faut choisir dans le département à cause de la connoissance des localités ; mais ceux qui s'occupent de la législation générale de tous les intérêts réunis du royaume, peuvent être choisis par-tout. Quel moment choisirez-vous pour établir une preuve contraire, lorsque vous venez de partager le royaume en 80 départemens ? Vous voudriez établir des intérêts sans cesse en opposition ; la confiance est la base la plus pure des élections. Ce seroit une grande faute dans le corps législatif de se décider par les circonstances actuelles ; l'instruction nationale sera différente, & les préjugés disparaîtront ; on verra sans doute dans chaque département des hommes de probité & de bonne intention ; mais il faut encore de grandes connoissances en législation ; ainsi vous ne pouvez pas décider contre le principe qui veut que chaque partie de l'empire choisisse dans chacune des autres parties l'homme digne de sa confiance.

» Toutes les parties du royaume sont éclairées, répliquoit M. de Villas, & pensez-vous qu'il n'y ait des lumières que dans les capitales ? Un bon citoyen préférera celui qu'il connoît de plus près, & qui aura un intérêt local. Si vous adoptiez aveuglément le principe de la confiance, vous tomberiez dans les filets que l'aristocratie ne cesse de vous tendre. Que de suffrages ne peut-on pas acheter avec 50 mille livres ! avec quelques millions, les ministres & le roi, qui voudroient corrompre une législature, n'en trouveroient-ils pas les moyens dans la liberté du choix des députés dans tout le royaume ?

MM. Chapellier & Desmeuniers invoquoient encore la confiance, fruit des vertus & des lumières, principe qu'on ne doit jamais circonscire, & qui cesse d'avoir des dangers, du moment que, pour être éligible, il faut être domicilié ; car, qui empêche qu'on ne se transporte d'un bailliage à l'autre ? Mais ce n'étoit pas réfuter l'objection ; aussi M. Desmeuniers invoquoit-il un autre principe ; celui



que l'on ne peut pas dépouiller les électeurs du droit qu'ils ont de nommer celui qu'ils veulent, & il concluoit à ce qu'il fût permis de choisir seulement un tiers des députés hors du département.

M. Hébrard insistoit sur la motion de M. d'Ambly, & M. Gossin au contraire craignoit que, si elle étoit adoptée, les élections ne devinssent le patrimoine de certaines familles du département.

Enfin, M. Barnave soutenoit la limitation du choix dans les départemens, comme tendante à faire renaitre les mœurs & à établir la censure des commettans. « A côté de l'élection des députés, quelle responsabilité peut craindre, disoit-il, un député choisi à deux cents lieues de ses électeurs, & quel bien peut-il faire à un pays dont il ne connoît ni les besoins ni les malheurs ? »

On est allé aux voix sur l'amendement & les deux motions ; on a déclaré n'y avoir lieu de délibérer sur l'amendement du tiers des députés à choisir librement.

Et l'assemblée a décrété, » Que tous les députés à l'assemblée nationale qui seront nommés en chaque département, ne seront pris que parmi les éligibles de chaque département ». . . . .

Le comité a proposé ensuite, « que le nombre des électeurs, que les assemblées primaires de chaque canton auront à nommer, sera déterminé à raison d'un sur cent citoyens actifs & au-dessus, préens ou non préens à l'assemblée, en sorte que jusqu'à cent cinquante citoyens actifs, il sera nommé un électeur ; deux, depuis cent cinquante-un jusqu'à deux cents cinquante, & ainsi de suite. »

M. Target a présenté les bases sur lesquelles le comité avoit établi cet article. Le taux commun de chaque canton étant de six cents citoyens actifs, cela fera six électeurs ; & chaque département ayant quatre-vingt-un cantons, les assemblées de département seront de six fois quatre-vingt-un ; ce qui produira une assemblée de quatre cents quatre-vingt-six électeurs pour nommer neuf députés.

M. Robert-Pierre desiroit que les assemblées fussent plus



nombreuses, pour être plus libres & plus incorruptibles.  
« La vertu, disoit-il, n'a pas besoin d'être entourée de témoins, mais la corruption a besoin d'un grand nombre de surveillans. Je voudrois mille députés à l'assemblée nationale, & qu'aucune assemblée des élections ne fût jamais moindre de trois cents.

L'article du comité a été adopté.

L'article suivant a été proposé encore par le comité.

« Le nombre des membres des administrations de district sera égal au nombre des cantons compris dans chaque district multipliés par deux, c'est-à-dire, que chaque canton aura deux membres dans l'administration du district. »

MM. Malonet, de Traci; le comte de Crillon & Reubel ont présenté diverses observations sur cet article; mais M. Regnaud ayant demandé que le comité réformât son ancien plan de travail d'après les décrets déjà rendus, pour présenter une nouvelle série de questions, les débats ont été renvoyés à la séance suivante.

### *Séance d'hier.*

C'est un devoir de publier les délibérations généreuses qui justifient la fidélité des provinces & leur attachement aux principes de l'assemblée nationale; il n'est point de sacrifice qui coûte au véritable patriotisme, & les habitans de la ville de Pujol en Agenois viennent d'en donner la preuve. Sur une simple lettre de M. d'Aubert, leur député à l'assemblée nationale, qui annonçoit à ses commettans qu'il leur seroit peut-être demandé de nouveaux secours, le conseil permanent & les habitans de cette ville ont pris une délibération, dont il a été fait lecture à l'assemblée, contenant leur adhésion anticipée & la plus entière aux décrets que l'assemblée pourroit rendre concernant la contribution du quart des revenus, & même au centième denier.

Les curés respectables de cette juridiction, animés du même zèle pour le succès de la révolution qui, dans sa marche fière & courageuse, renverse si heureusement



tous les obstacles, ont pris en même temps, pour texte de leur prône, la nécessité & la justice de ces deux contributions.

Villeneuve - d'Agen non - seulement avoit donné un pareil exemple, mais encore le comité permanent de cette ville, pour venir efficacement au secours de l'état, a renvoyé les huissiers aux tailles, & nommé quatre de ses membres pour accompagner les collecteurs dans leurs tournées; de sorte que la majeure partie des impositions de l'année courante est déjà payée, & que tous les contribuables se sont engagés de payer le reste d'ici au premier janvier prochain.

On a lu une proclamation de la commune de Pau, & une délibération prise à l'assemblée générale des commissaires des six quartiers de la ville, pour inviter tous les citoyens à faire des dons patriotiques. La ville de Saint-Haon-le-châtel, en Forez, offre à la nation l'argenterie de son église; *le prix qui proviendra* de la vente de ses communaux, & le produit de la contribution qui sera supportée cette année par les ci-devant privilégiés. Cette ville demande l'exercice de sa justice de châtelain dans son enceinte, & non à Roanne.

Les officiers du bailliage de Montpensier à Aigues-Perfes, après avoir enregistré le décret de l'assemblée & la déclaration du roi pour les vacances du parlement de Paris, ont suivi son exemple pour la gratuité de la justice.

M. Janson, procureur du roi de la viguerie de Montfaucon en Velai, abandonne à la nation le prix de la finance de son office.

Il paroît que les arrêtés du 4 août sont un des objets auxquels les peuples tiennent davantage. Un arrêté de plusieurs citoyens de Montpellier porte qu'ils défendront jusqu'à la dernière goutte de leur sang, tous les décrets, entr'autres ceux des 4, 6, 7, 8 & 11 août, comme formant une portion essentielle de la constitution française & de la liberté.

Ces adresses & ces dons patriotiques ont été très-applaudis.



On a décrété de nommer quatre commissaires adjoints au comité de constitution, pour décider les questions qui pourroient s'élever entre les divers députés des provinces pour la division du royaume.

M. le président a rapporté qu'il étoit allé chez le roi pour le remercier de la promptitude avec laquelle il avoit réprimé l'attentat du parlement de Metz, en lui présentant le décret rendu à ce sujet, & que sa majesté lui avoit répondu qu'il alloit prendre sans délai ce décret en considération.

L'ordre du jour étoit pour les assemblées administratives.

M. Target a lu, au nom du comité, une série de questions, sur lesquelles l'assemblée a désiré de délibérer article par article, & l'on a proposé de commencer par décréter la durée des assemblées de département.

Voici l'article qui a été adopté.

« Chaque administration, soit de département, soit de district, sera permanente, & les membres en seront renouvelés par moitié tous les deux ans; la première fois au sort après les deux premières années d'exercice, & ensuite à tour d'ancienneté ».

Un autre article portoit :

« Qu'après avoir choisi des députés à l'assemblée nationale, les membres électeurs de chaque département choisiront ensuite les membres pour l'administration du département ».

M. Nogaret desiroit qu'on nommât les députés des administrations dans les districts.

M. de Traci vouloit, en faveur des campagnes, que les députés fussent nommés d'après les trois bases de représentation déjà admises.

M. Barrère de Vieuzac a observé qu'il y avoit du danger à cumuler les fonctions dans l'assemblée de département, & qu'il falloit distinguer le droit de nommer les députés à l'assemblée nationale, du droit de nommer les membres de l'assemblée administrative; « c'est de la confusion de ces pouvoirs, disoit-il, que l'on verroit naître l'arbitraire le



plus funeste ; c'est ouvrir la porte aux intrigues & aux manœuvres dans l'assemblée des électeurs ; c'est les engager à concentrer les élections & les places dans leur sein ».

M. Garat a appuyé cette observation par des exemples ; il a fait sentir que ceux qui voudroient être députés à l'assemblée nationale & au département , pourroient bien s'entendre pour se donner réciproquement les voix , & soutenir les abus de l'administration.

Un autre membre a proposé , d'après ces observations , de statuer que les assemblées d'électeurs se formeront à deux époques différentes pour la nomination de ces deux sortes de députés ; mais c'est au temps à nous apprendre si ces craintes étoient fondées.

On a déclaré n'y avoir lieu de délibérer sur l'amendement de M. de Traci , & l'article que nous avons rapporté plus haut a été adopté.

Un troisième article a passé sans réclamation. Le voici.

« Les électeurs du district , revenus au chef-lieu du district , choisiront les membres de l'administration du district.

De quel nombre de membres devoient être composées les assemblées de département ?

Le comité les avoit fixés à 36 ; M. Garat n'en vouloit que 18 , & il demandoit encore de savoir si leurs fonctions seroient gratuites. Il s'élevoit contre cette gratuité qu'il regardoit comme impolitique & tendante à exclure les hommes peu favorisés de la fortune , ce qui ne pouvoit que renforcer l'aristocratie des riches.

M. de Villas soutenoit que , si l'on ne donnoit point des honoraires aux administrateurs , on concentreroit toutes ces places dans les villes & chefs-lieux du département , & que la gratuité refroidiroit le zèle dans quelques années , ce qui rendroit les places des administrateurs , des espèces de *subdélégation*.

M. Lachaise réduisoit l'assemblée provinciale à vingt-quatre membres.

M. Barnave insistoit pour le nombre de 36 du comité , parce que les assemblées d'administration devoient être



plus nombreuses pour être moins exposées à l'esprit de parti & de faveur. « Les districts, disoit-il, doivent être moins nombreux, c'est-là que doit se porter l'économie des hommes & de l'argent.

« Un peuple qui veut se régénérer, disoit M. Robert-Pierre, & qui veut fonder sa liberté sur les ruines de toutes les aristocraties, doit avoir des assemblées nombreuses pour que ses représentans soient plus impartiaux; ainsi je demande que les assemblées de département soient composées de 80 membres.

M. de Virieux appuyoit la motion de M. Barnave; ainsi que M. l'abbé Mauri. « L'administration ne doit pas être un impôt sur les peuples, disoit-il, & la mission de représentant ne doit pas offrir un appât à la cupidité; d'ailleurs les assemblées d'administration doivent être actives, & le grand nombre les arrête; d'un autre côté, plus il y aura de représentans, plus il y aura de faveurs à craindre, & les injustices de celles-ci sont plus dangereuses que les injustices d'oppression ».

M. Dupont, député de Bigorre, a demandé la question préalable sur les amendemens; elle a été accordée, & l'assemblée a décrété l'article qui suit.

« Les administrations de département seront composées de trente-six membres. »

Le comité proposoit encore que les administrations de district fussent composées de dix-huit membres; les opinions de l'assemblée ont beaucoup varié sur ce nombre: selon MM. de Virieu & Malais, il n'en falloit que sept; d'après M. le vicomte de Noailles, un député par canton suffisoit; MM. Malouet, de Crillon & Destourmel en demandoient neuf; M. Dupont de Nemours en vouloit douze. M. Fermond proposoit un conseil administratif, composé d'une partie des membres, & M. de Montlausier, le nombre que chaque district voudroit choisir.

» L'assemblée a décidé que les administrations de district seroient composées de douze membres. »

Après avoir entendu MM. Brostaret, Beauregard, Ri-



ehié, Regnaud, Fermond, Brunet de la Tuque, Lanjuinais, l'assemblée a décrété les articles suivans :

« Les membres des assemblées administratives seront en fonction pendant quatre ans, à l'exception de ceux qui sortiront par le premier renouvellement au fort après le deux premières années. »

*Autre article.*

« Chaque administration de département sera divisée en deux sections ; l'une, sous le titre de conseil de département, tiendra annuellement une session pendant un mois au plus, si la nécessité des choses l'exige pour, fixer les règles de chaque partie de l'administration, & ordonner les travaux & les dépenses générales de département ; l'autre, sous le titre de directoire de département, sera toujours en activité pour l'expédition des affaires, & rendra compte de sa gestion au conseil de département. »

Sur la demande de M. Fermond, il a été arrêté que le compte général des opérations du département seroit imprimé toutes les années.

M. Lanjuinais a proposé d'exclure de l'administration du département, les parens des administrateurs à un certain degré. M. Alexandre de Lameth a dit, « que c'étoit avec chagrin qu'il voyoit proposer sans cesse de nouveaux moyens de gêner les droits des peuples dans l'élection de leurs représentans ; que ces droits ne devoient avoir d'autre règle que la confiance ». Cette exclusion, tirée des ordonnances relatives à la composition des tribunaux, méritoit d'être discutée ; on l'a ajournée à lundi.

*Autre article décrété.*

« Les membres de chaque administration de département éliront, à la fin de leur première session, huit d'entre'eux pour composer le directoire, & ils le renouvelleront tous les deux ans par moitié. Les 28 autres formeront le conseil de département. »

*Autre article décrété.*

« Chaque administration de district sera divisée de même en deux sections, une sous le nom de conseil de district,



l'autre sous celui de directoire de district, composé de quatre membres. Tout ce qui est prescrit par les articles précédens pour l'élection, le renouvellement, le droit de séance & de voix délibérative des membres du directoire de département, aura lieu de même pour ceux des directoires de district.

Après que ces nombreux articles ont été décrétés, M. Target a dit que des circonstances urgentes obligeoient le comité de proposer à la délibération deux articles, qui étoient la suite nécessaire des principes de l'assemblée; & il les a lus ainsi :

#### ARTICLE PREMIER.

« Les représentans nommés par les cantons pour l'administration du district, ne peuvent jamais être regardés que comme les représentans de la totalité du district, & non d'aucun canton particulier; les représentans nommés par les districts pour l'administration des départemens, ne pourront jamais être regardés que comme les représentans de la totalité du département, & non d'aucun district particulier; les représentans nommés par les départemens à l'assemblée nationale, ne pourront jamais être regardés comme les représentans d'un département particulier, mais comme les représentans de la totalité des départemens, c'est-à-dire, du royaume ».

#### ART. II.

« Les membres des districts des départemens & de l'assemblée nationale ne pourront jamais être révoqués, & leur destitution ne pourra être que la suite de la forfaiture jugée.

M. de Bouthilier a fait le premier rapport du comité militaire sur cette question bien intéressante, savoir: comment l'armée sera recrutée.

L'assemblée a demandé l'impression de ce rapport.

On s'est ensuite occupé de l'affaire urgente des subsistances de Lyon.

On souscrit, à Paris, chez C U S S A C, Libraire, au Palais-Royal. N<sup>os</sup>. 7 & 8, & chez les principaux libraires de l'Europe.